Zeitschrift: Études de Lettres : revue de la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne

Herausgeber: Université de Lausanne, Faculté des lettres

Band: 18 (1944)

Heft: 2

Artikel: La France de 1870

Autor: Freymond, Jacques

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-870009

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

18e année N° 2 Avril 1944

ÉTUDES DE LETTRES

Bulletin de la Société des Etudes de Lettres, N° 57

LA FRANCE DE 1870

Leçon inaugurale, prononcée le 2 décembre 1943 à la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne par M. le professeur Jacques Freymond, titulaire de la chaire d'histoire moderne et contemporaine.

L'année 1870 apparaît à celui qui l'évoque aujourd'hui comme marquée par le conflit qui dresse l'une contre l'autre les deux plus grandes puissances militaires du continent et au travers duquel s'effondre le régime napoléonien, tandis que s'opère, par la victoire de la Prusse et la fondation de l'Empire allemand, un renversement de l'équilibre européen.

Devant nos yeux se dresse l'image d'une France fiévreuse et passionnée qui voudrait se retrouver telle qu'elle fut lors de la Grande Révolution. Des appels retentissent qu'on entendit déjà en 1792. Des hommes nouveaux apparaissent au pouvoir qui, reprenant le lourd héritage que leur laisse l'Empire après Sedan, ne désespèrent pas, tant est grande leur confiance dans les ressources du pays et dans le talent d'improvisation de leurs compatriotes, de sauver, comme ces aïeux dont ils s'inspirent, le territoire national.

Mais le miracle de Valmy ne se renouvelle pas : les chefs du Gouvernement de la Défense nationale n'ont ni l'élan ni la puissance qui caractérisaient les membres du Comité de salut public ; Gambetta, qui voudrait être un nouveau Danton, n'est pas soutenu. L'adversaire, d'ailleurs, est mieux conduit qu'en 1792 : Moltke occupe le poste où se trouvait l'hésitant Brunswick, et derrière lui se tient Bismarck. Il ne reste bientôt aux Français d'autre issue à la guerre que l'armistice. Au tumulte révolutionnaire succède le silence de la tristesse.

Cependant, ce n'est pas de cette France-là que nous parlerons. Notre dessein n'est pas de rechercher quelles furent les origines de la guerre franco-allemande, ni de retracer la crise qui l'accompagne et qui la suit, mais bien plutôt de tenter de retrouver sous quel aspect se présente la France à la fin du régime impérial, et plus précisément la France politique. Nous voudrions saisir, dans la mesure où la chose est possible à l'historien, quelles sont les préoccupations de ses habitants, leurs désirs et leurs ambitions, découvrir quels sont les groupements d'intérêts qui se sont constitués dans le pays et en déterminer l'importance respective, afin de mieux apercevoir comment se formera, par leur action réciproque, le régime qui naîtra après la catastrophe napoléonienne.

* * *

Combien différent du tableau que nous évoquions il y a un instant est celui qui s'offre à l'observateur lorsqu'il se penche sur la vie de la France pendant les premiers mois de l'année 1870. Cette période apparaît, en effet, comme l'une des plus heureuses et des plus paisibles que l'Empire ait connues. L'arrivée au pouvoir d'Emile Ollivier, président de fait, si ce n'est de nom, du ministère, les concessions de l'Empereur à l'esprit libéral ont rassuré l'opinion et sont comme les présages de temps meilleurs. « Il m'apparut bien clairement alors, écrit Claveau dans ses *Souvenirs politiques*, que l'opinion allait vers lui (le ministère) et que la bienvenue lui riait dans presque tous les yeux. »[1] Et le défiant Albert de Broglie constate dans ses *Mémoires* que la « joie publique fut assez générale »[2].

Emile Ollivier semble d'ailleurs fermement décidé à répondre aux espoirs qu'on met en lui. Appuyé sur son ministère « d'honnêtes gens », il multiplie les professions de foi libérales et manifeste par des actes sa détermination de gouverner la France dans un esprit nouveau. La révocation du baron de

---

[1] Anatole CLAVEAU, *Souvenirs politiques et parlementaires d'un témoin*, Paris 1913, t. I, p. 342.

[2] Jacques-Victor-Albert, duc de BROGLIE, *Mémoires*, Paris 1938, t. I, p. 336.

Haussmann, dont les manières cavalières et les entreprises dispendieuses ont irrité l'opinion, apparaît comme un témoignage de la volonté du chef du gouvernement de faire acte d'autorité, et la constitution de trois commissions extra-parlementaires, chargées d'étudier les réformes qui feront de l'Empire une monarchie libérale et décentralisée, donne la mesure de ses ambitions.

Mais Ollivier ne se contente pas d'esquisser des projets dont la réalisation paraît plus ou moins lointaine. D'autres tâches d'une importance politique plus immédiate sollicitent impérieusement son attention. Ne doit-il pas, en particulier, achever la restauration du régime parlementaire en faisant du Sénat une assemblée dotée des mêmes prérogatives que le corps législatif ? Quelques semaines lui suffiront pour mener à chef ces délicates négociations d'où sortira le sénatus-consulte du 20 avril, cette « Constitution de 1870 » qui institue, à quelques nuances près, la monarchie parlementaire chère au chef du parti libéral et paraît ouvrir à un régime régénéré des perspectives nouvelles.

Quelques incidents sont survenus pourtant, pendant ces premier mois, qui ont jeté dans cette atmosphère harmonieuse certaines notes discordantes. Le 10 janvier déjà, lorsque le gouvernement s'est présenté devant le corps législatif, Gambetta lui a lancé sa retentissante déclaration de guerre : « Entre la République de 1848 et la République de l'avenir, vous n'êtes qu'un pont, s'est-il écrié, et ce pont nous le passerons. » Le même jour, le meurtre de Victor Noir par le prince Pierre Bonaparte provoque une explosion de colère dans l'opposition. Rochefort est déchaîné et son journal, *La Marseillaise*, retentit de ses frénétiques appels à la révolte. Il voudra même profiter des funérailles du jeune journaliste pour soulever Paris. En province aussi il y a de l'agitation. C'est pendant ce même mois de janvier que parviennent dans la capitale les échos des grèves du Creusot, où les ouvriers tiennent tête pendant plusieurs jours à Schneider, l'honorable président du corps législatif, rappelant ainsi aux chefs du régime que le monde ouvrier à son tour se met en mouvement. Plus

inquiétante encore pour Emile Ollivier est la crise gouvernementale que provoque, au début d'avril, la décision de Napoléon d'appeler le peuple à se prononcer sur les réformes qu'il apporte à la structure de l'Empire. Les démissions de Buffet et de Daru, qui n'admettent pas que l'Empereur s'arroge encore le droit d'en appeler au peuple par-dessus la tête des Chambres, révèlent au chef du gouvernement combien précaire est l'appui que lui ont offert les orléanistes.

Mais l'émotion que provoquent ces divers incidents ne dure guère. L'inquiétude qu'aurait pu concevoir le gouvernement, que l'opposition va cribler de ses attaques au cours de la campagne électorale, disparaît devant le brillant résultat que donne le plébiscite. Quelle importance peuvent avoir, en effet, un million et demi d'opposants face à cette masse énorme de plus de sept millions de partisans de l'Empire libéral ? A la cour et dans les milieux gouvernementaux, la joie est grande. Chacun trouve quelque raison de se féliciter. L'Empereur, l'Impératrice et leurs intimes pensent que c'est l'Empire lui-même qui vient d'être plébiscité. Emile Ollivier et ses amis politiques voient dans le vote une approbation de leur politique libérale. Le découragement qui apparaît chez les meneurs de l'opposition ne fait d'ailleurs que renforcer l'optimisme gouvernemental. La France connaît ainsi quelques semaines de tranquillité, rassurée par les paroles du chef du gouvernement qui, promenant un regard serein sur l'Empire et l'Europe, ne découvre aucune raison d'éprouver quelque crainte pour l'avenir. N'est-ce pas dans ce même discours du 30 juin, où il affirme que « jamais la paix en Europe n'a été plus assurée », qu'il réplique à l'opposition toujours agressive : « Puisque vous nous parlez du Sadowa prussien, je vous dirai que nous avons fait le Sadowa français, le plébiscite » ?

L'histoire, qui a conservé à Emile Ollivier la réputation de probité, de désintéressement dont il jouissait auprès de ses contemporains, n'a pas retenu à l'actif de ce brillant orateur politique, sa perspicacité. Pas plus en effet qu'il ne comprend les problèmes qui se posent sur le plan international et qu'il

ne saisit les détours de la politique bismarckienne, il n'a une conscience nette de l'état des forces politiques du pays dont il conduit les affaires.

* * *

Car il est rare qu'un plébiscite donne une fidèle représentation des forces politiques d'un pays. La géographie, la diversité des conditions de vie et des traditions entraînent à l'intérieur de tout corps politique la formation de groupements nombreux dont les intérêts, les sentiments, les préoccupations et par conséquent les tendances politiques diffèrent souvent profondément. Comment voudrait-on que ces nuances parfois subtiles de l'opinion puissent s'exprimer dans un plébiscite où il s'agit essentiellement de répondre par « oui » ou par « non » à une question qui masque d'ailleurs, sous une apparente clarté, quelque équivoque dont le questionneur entend précisément tirer parti ? Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que les gouvernements, qui cherchent par ce procédé à dissocier leurs adversaires et à regrouper les hésitants, obtiennent des majorités massives, mais passagères. Mais c'est à tort qu'ils en tirent gloire, car ils ne trompent en définitive qu'eux-mêmes.

Il en est ainsi du plébiscite du 8 mai 1870 par lequel le gouvernement impérial parvient à créer un accord factice qui lui apporte, outre les voix de ses partisans, l'appui d'alliés temporaires.

Sur qui le gouvernement peut-il compter ? Sans doute l'Empereur a-t-il un certain nombre d'adeptes. La cause des Bonapartes a toujours eu ses fidèles dans la France du XIXe siècle : soldats élevés dans le culte du grand Empereur, noblesse du premier Empire qui a recouvré sous le règne du neveu l'influence dont elle jouissait au début du siècle, bourgeoisie d'affaires qu'inquiète l'agitation croissante des masses ouvrières et dont le désir d'un gouvernement autoritaire s'accommode fort bien d'un Bonaparte issu comme elle de la Révolution. Il n'est pas douteux que tout ce monde, attaché par le sentiment ou l'intérêt à la cause impériale, n'ait déployé, dans la campagne plébiscitaire, aux côtés des fonctionnaires dont le gouvernement excitait

le zèle, une dévorante activité, afin d'entraîner de nombreux votes favorables au régime.

Voilà quels sont les cadres. Voyons où se trouvent les troupes. C'est dans la campagne que l'Empire les recrute, dans la campagne qui, en cette année 1870, soutient le gouvernement presque à l'unanimité.

Attitude qui s'explique aisément. Que désire en effet le paysan si ce n'est un gouvernement stable et fort, capable de faire régner l'ordre dans le pays ? Cet homme attaché à son bien, à sa terre, se soucie peu des fluctuations de la politique et se défie du citadin, de l'intellectuel qui brasse des idées et provoque les révolutions, de l'ouvrier qui s'attaque à la propriété et sème l'anarchie. C'est pourquoi la campagne s'est dressée en 1848 contre les révolutionnaires de Paris. C'est pourquoi elle s'est ralliée à un Bonaparte qui incarne pour elle le principe d'autorité.

Le gouvernement impérial a su d'ailleurs profiter de ces bonnes dispositions pour renforcer encore son emprise sur la campagne et rallier les quelques départements qui, en 1851, avaient élu des députés républicains. Ne tenait-il pas entre ses mains de nombreux moyens de gagner à sa cause l'électeur hésitant ? Construction d'embranchements de chemins de fer d'intérêt local, de chemins vicinaux ou ruraux ; inaugurations de maisons d'école auxquelles le préfet et le député assistent aux côtés du maire et placent habilement un discours favorable au gouvernement. Et Louis Reybaud qui, se demandant en 1868 comment il serait possible « d'entamer la campagne », énumère avec dépit tous les avantages dont dispose le régime, estime même que la grande enquête agricole de 1866 n'a eu d'autre but que de montrer aux paysans qu'on s'intéresse à leur sort [1].

---

[1] Louis Reybaud, *La politique des campagnes* dans la *Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1868.

Cf. dans le même numéro l'analyse que Léonce de Lavergne donne du rapport publié par le ministère de l'agriculture sur l'enquête de 1866. Il est intéressant, d'autre part, de lire les quelques pages que Jean-Jacques Weiss a consacrées à l'analyse de la politique du gouvernement impérial à l'égard des paysans. *Combat constitutionnel*, Paris 1893, p. 103 ss.

Si le paysan varie peu dans ses idées politiques, s'il est conservateur, c'est aussi, on le sait, qu'il manque de points de comparaison et qu'il ne reçoit de la ville que des échos assourdis et irréguliers. Insuffisance des moyens de communication qui accroît la difficulté des échanges ? Sans doute. Mais il y a encore qu'en province les agents du gouvernement, préfets et sous-préfets, sont les maîtres, car ils peuvent beaucoup plus aisément qu'à Paris ou dans les grandes villes contrôler les gens et les opinions et, s'appuyant sur le conservatisme naturel du provincial, s'opposer à la diffusion des thèses susceptibles de nuire aux intérêts du régime. Quelles ne sont pas les difficultés que rencontre en province le journaliste indépendant ! Ecoutez le récit attristé de l'un d'eux, Benjamin Gastineau : « Guetté, dit-il, au coin de chacune des phrases de ses articles par les procureurs qui cherchent la matière délictueuse, vivant au milieu d'une atmosphère de haine entretenue par la bêtise bourgeoise des Bridoisons... par la dévotion affectée, les hypocrisies contenues des églisiers et des églisières, par les sifflets vipérins des tartuffes et le grand air de la calomnie chanté par tous les Basiles de bourgade, traité comme un employé par de grossiers entrepreneurs d'esprit public et des actionnaires en quête de candidatures, miné par les candidats dont il ne veut pas épouser les intérêts, le journaliste de province est seul contre tous. » [1]

Aussi le paysan ne connaît-il que l'opinion officielle car « dans la commune, dit Reybaud, on n'a ni journaux, ni affiches, ni circulaires, ni réunions préparatoires, rien en un mot de ce qui surabonde dans les villes. Où se renseigner ? Dans les chaumières voisines, le dossier se borne également au bulletin de vote et aux commentaires envoyés du chef-lieu. Ce bulletin est le seul qui se montre à découvert, les bulletins opposants circulent dans l'ombre ; il faut une certaine force d'âme pour y toucher, une plus grande encore pour s'en servir... » [2]

---

[1] Georges WEILL, *Histoire du Parti républicain en France*, Paris 1928, p. 389.

[2] Louis REYBAUD, *op. cit.*, p. 476.

Quant aux candidats qui osent se rendre dans les villages, afin d'agir directement sur le paysan, ils sont en butte aux tracasseries des représentants du gouvernement. Plus d'un en a fait la cruelle expérience, tel Albert de Broglie, qui donne dans ses mémoires un récit imagé de ses démêlés avec le préfet Janvier, lequel avait acquis une véritable popularité dans le département de l'Eure en organisant dans toutes les communes « des compagnies de pompiers qu'il comblait de gratifications ». Cet étonnant préfet ne possédait-il pas, en outre, « la faculté de reconnaître les visages de ceux qu'il n'avait vus même qu'une fois et dans la foule » ? ce qui est, ajoute Broglie, « le plus grand moyen de popularité auprès du suffrage universel » [1].

L'autorité dont le gouvernement dispose sur la campagne est encore renforcée par l'action du clergé. L'Eglise, en effet, avait pris, au lendemain du coup d'Etat, fait et cause pour le nouveau régime. « Il n'y a rien à choisir, ni à récriminer, ni à délibérer, écrivait Veuillot le 5 décembre dans l'*Univers*. Il faut soutenir le gouvernement. Sa cause est celle de l'ordre social. » [2] Depuis lors, il est vrai, les relations du clergé et de l'Empire s'étaient gâtées : la question romaine, l'intransigeance de Pie IX, exprimée par le Syllabus, avaient provoqué un conflit avec le gouvernement impérial qui, pendant quelques années, avait mené une politique résolument anticléricale.

Cependant, l'attitude conciliante du gouvernement dans la question du pouvoir temporel, l'arrivée au pouvoir du ministère Ollivier, où se trouvent plusieurs ministres cléricaux, ont détendu l'atmosphère et amené un rapprochement avec le clergé qui, en 1870, soutient le régime, par crainte surtout des républicains dont l'anticléricalisme se fait chaque jour plus agressif.

---

[1] Victor de BROGLIE, *op. cit.*, t. I, p. 332.

[2] M. Jean MAURAIN, dans l'ouvrage qu'il a consacré à *La politique ecclésiastique du Second Empire*, Paris 1930, donne, pp. 1-13, des renseignements très précis sur l'attitude de Pie IX et du clergé français à l'égard du nouveau gouvernement.

Sans doute ne faudrait-il pas surestimer la puissance du clergé. Son influence, grande dans la noblesse et la haute bourgeoisie, est faible sur le peuple des villes et s'exerce inégalement dans les campagnes. Si les paysans de l'ouest, des pays de langue germanique et des pays de montagne obéissent aux mots d'ordre de l'Eglise, si ceux d'Artois, de Lorraine et des plateaux du Sud-Ouest en tiennent compte, ceux de la région parisienne, en revanche, de la Champagne, de la Bourgogne, du Centre et des Charentes s'en soucient fort peu [1].

En outre, et c'est la raison pour laquelle nous n'avons pas pu ranger le clergé dans les cadres de l'Empire, l'appui que l'Eglise offre au régime impérial n'est ni solide, ni définitif, car il n'y a pas accord profond sur les principes entre elle et Napoléon, qui reste en matière religieuse un opportuniste. Les véritables alliés de l'Eglise, ce sont les légitimistes, et le clergé n'éprouvera aucun scrupule, lorsque les faits auront prouvé que l'Empire n'est pas viable, à se détourner de lui pour tenter de reconstruire avec ses vrais amis un ordre politique basé sur la toute-puissance de la divinité.

Ce ne sont pas non plus des alliés bien sûrs que ces légitimistes, orléanistes ou libéraux qui ont grossi de leurs « oui » donnés à contre-cœur le volume des votes d'approbation. Peut-on compter parmi les partisans de l'Empire les légitimistes qui, malgré la consigne d'abstention donnée par le comte de Chambord, malgré les campagnes de l'*Union* ou de la *Gazette de France*, ont estimé qu'il importait, ne fût-ce que momentanément, de soutenir le régime ? Ou ces orléanistes qui, à l'exemple de Guizot, se résignent, après de nombreuses hésitations, à voter oui ? Et ces intellectuels libéraux qui, depuis le début du règne, ont mené une opposition systématique contre le régime qu'ils ont critiqué dans leurs journaux, dans leurs livres, dans leurs salons, dans leurs discours à l'Académie, laissent-ils entendre, en approuvant les réformes libérales ou en s'abstenant, qu'ils se rallient à l'Empire ou qu'ils s'en accommodent ?

---

[1] Cf. à ce propos Jean MAURAIN, *op. cit.*, p. 238 ss.

Certes, l'orientation nouvelle de la politique impériale depuis l'arrivée d'Emile Ollivier au pouvoir répond aux vœux qu'ils expriment depuis de longues années. Quelques-uns d'entre eux ne sont-ils pas allés jusqu'à imiter le fils du proscrit [1] et n'ont-ils pas accepté, tel Prévost-Paradol, de servir ce gouvernement impérial qu'ils détestaient ? Mais le vote affirmatif d'un grand nombre de ces nobles et de ces bourgeois n'impliquait pas forcément de leur part l'acceptation des réformes libérales et moins encore un ralliement à l'Empire.

Comment expliquer alors tant d'incertitude au moment où l'occasion leur est donnée d'abattre le régime auquel ils font la guerre ? C'est sans doute qu'ils redoutent les conséquences d'un vote qui balayerait l'Empire. Ils craignent, quel que soit leur désir d'établir le régime de leur rêve, l'aventure où ils ont quelque chose à perdre. Sont-ils en effet certains qu'une fois l'Empire disparu ils pourront occuper le pouvoir ? Ils n'en sont pas convaincus, car de dures expériences leur ont appris quelle puissance pouvait prendre la marée révolutionnaire dans leur pays. Ils se savent peu nombreux, trop accoutumés aussi à vivre dans les salons ou sur leurs terres, à discuter en petits comités entre « honnêtes gens », ou à converser familièrement avec les paysans, pour avoir quelque action sur le peuple des villes, sur ces foules citadines aux réactions imprévisibles. C'est donc un réflexe de défense qui les déterminera, eux qui sont partisans d'un régime monarchique, à voter pour l'Empire.

* * *

Face à une majorité apparemment massive, l'opposition, telle qu'elle se manifeste en cette année 1870, paraît faible. Mais elle compense son infériorité numérique par un élan et un mordant qui la rendent redoutable.

Les républicains en constituent le noyau. En dépit de la terrible répression qui a suivi le 2 décembre, ou plutôt à cause d'elle, l'idée

---

[1] Le père du chef de l'Empire libéral, Démosthène Ollivier, vieux militant républicain, avait été proscrit au lendemain du coup d'Etat du 2 décembre.

républicaine a gardé ses fidèles. De Jersey, de Londres, de Hollande, de Suisse, Victor Hugo, Ledru-Rollin, Louis Blanc, Barbès, Quinet et leurs compagnons gardent vivante la foi en un avenir meilleur, tandis qu'en France, leurs amis, soutenus par les paroles enflammées des exilés, attendent dans le silence le jour où ils pourront reprendre la lutte. Déjà en 1857, l'élection des Cinq a été pour eux un précieux encouragement. Mais il faut attendre 1860 pour voir le parti républicain reprendre vie. A sa tête réapparaissent quelques-uns des chefs de 1848, Marie, Crémieux, Carnot, Garnier-Pagès, un peu vieux déjà, un peu démodés, mais qui, fiers de leur passé gouvernemental, n'en prétendent pas moins inspirer et diriger l'action du parti. A leurs côtés, supportant impatiemment leur tutelle, la nouvelle équipe plus brillante, celle de l'éloquent Ollivier, de Piccard, de Jules Favre que suivent, plus effacés, Darimon et Hénon.

Que veulent ces républicains ? Que réclament-ils dans leurs discours et dans leurs écrits ? La liberté, ou plus précisément — pour reprendre la formule d'un homme qui ne s'affirma républicain qu'en 1871 — les libertés nécessaires : la liberté individuelle et celle de la presse, la liberté de l'électeur et celle de l'élu, le droit pour la majorité des Chambres de diriger la marche des affaires, tous ces droits, en un mot, dont le gouvernement autoritaire a privé les citoyens, auxquels il n'a laissé que l'égalité dans la soumission. Dressés contre la dictature impériale, les républicains se lèvent encore contre l'Eglise autoritaire et intolérante, contre le clergé qui appuie le gouvernement détesté.

Mais auraient-ils pour seul but d'obtenir du gouvernement des réformes libérales ? On ne voit pas, dans ces conditions, pourquoi ils ne s'allieraient pas aux orléanistes qui combattent avec la même vigueur l'Empire autoritaire et le clergé ultramontain. Cette alliance, on le sait, a été conclue lors des élections de 1863 ; elle n'a pas duré. Pourquoi cela ? Précisément parce que, plus encore que sur la question du régime, les deux partis s'opposent dans leurs conceptions de l'organisation de la société. Le reproche capital qu'un homme comme le duc Victor

de Broglie fait à la république, c'est qu'elle supprime les hiérarchies sociales, « cette hiérarchie, dit-il, qui se forme dans un grand pays, indépendamment de toute législation, par la seule puissance des traditions, par la simple diversité des éléments sociaux »[1].

En effet, le républicain, plus encore qu'un libéral, est un démocrate. Il lui importe que l'égalité règne parmi les hommes et que l'Etat, au nom de la justice sociale, vienne corriger constamment les inégalités de condition que crée la nature. Si les républicains, pendant les premières années de l'Empire, ont réclamé essentiellement la liberté, c'est que la liberté à ce moment était plus menacée ; c'est aussi peut-être que les chefs républicains de cette époque, comme Emile Ollivier, sont plus libéraux que démocrates.

Mais une évolution se marque aux environs de 1862 dans le parti républicain. Des hommes nouveaux apparaissent. A vrai dire, il est faux de croire qu'ils apparaissent à ce moment, car il y a déjà quelques années qu'ils sont là, tels Jules Ferry et Gambetta, dans les coulisses de la politique, se préparant méthodiquement à jouer un rôle à la mesure de leur ambition.

Sous l'impulsion de cette nouvelle équipe, plus intransigeante, plus radicale dans ses conceptions et ses méthodes, le parti républicain est animé d'un dynamisme révolutionnaire. Ses nouveaux chefs se refusent à toute compromission, que ce soit avec le régime ou avec ses adversaires. A l'« Union libérale » ils opposent, comme Delescluze, l'« Union démocratique » ; aux modérés, les irréconciliables. Leur but est clair : renverser le régime, par la violence si la chose est nécessaire, et instaurer la république. Mais cette république ne ressemblera pas à celle de 1848, car les nouveaux chefs du parti ne sont pas, comme leurs aînés, idéalistes, lyriques et romantiques. Elevés dans l'admiration de la science, lecteurs de Taine, de Renan, de Littré

---

[1] Victor de BROGLIE, *Vues sur le gouvernement de la France*. Cf. à ce propos, marquis de ROUX, *Origines et fondation de la Troisième République*, Paris 1933, p. 35 ss.

et par lui initiés au positivisme, ils se sont détournés des croyances déistes et spiritualistes. Comme les hommes de 1848, ils croient que l'homme est bon, que le genre humain est perfectible, que l'humanité obéit à la loi du progrès, mais ils ne pensent pas qu'il soit nécessaire de mettre cette humanité sous la protection d'un être suprême, car c'est en elle-même et par elle-même qu'elle trouvera son salut. Ils ont donc eux aussi leur religion.

Aussi n'y a-t-il pas plus farouches adversaires de l'Eglise. Anticléricaux, ils le sont, et avec acharnement, car l'Eglise est un obstacle plus grand encore que l'Empire à la réalisation de leur idéal. Il ne leur suffit pas de protester contre l'intolérance et de réclamer la séparation qui libérerait l'Etat de la tutelle ecclésiastique, il leur faut encore enlever à l'Eglise les armes dont elle dispose pour recruter ses fidèles, afin de miner peu à peu cette religion qu'ils n'acceptent plus et de rallier autour de leur foi nouvelle la foule des humains.

Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que le parti républicain ait aussi son église, une église plus secrète sans doute et qui n'a pas toujours le courage de dire son nom : la franc-maçonnerie. Certes, il serait excessif de prétendre que la franc-maçonnerie soit acquise avant 1870 aux républicains. Si quelques loges manifestent en 1852 contre le coup d'Etat, le Grand-Orient de France dans son ensemble observera pendant la durée du Second Empire une attitude gouvernementale : au prince Murat, cousin de Napoléon, élu en 1851 Grand Maître de l'ordre, succédera en 1862 le maréchal Magnan, nommé par l'Empereur.

Cela n'empêche pas de nombreux membres de l'opposition républicaine, tels Crémieux, Floquet, Gambetta, Jules Ferry, de travailler, à l'intérieur de la franc-maçonnerie et protégés par le secret de la loge, au renversement du régime [1]. Les républicains exerceront d'ailleurs une influence sensible sur le

---

[1] G. Weill cite, dans son *Histoire du Parti républicain en France*, p. 359, n. 2, une déclaration intéressante faite par A. de Fonvielle sur l'activité des républicains à l'intérieur de certaines loges : « Grâce aux précautions prises par

Grand-Orient dont ils cherchent à modifier la structure et même les conceptions religieuses. Déjà l'existence de la Grande Maîtrise choque l'idéal démocratique de beaucoup d'entre eux et le rétablissement, en 1862, du principe de l'élection du Grand Maître marque le premier pas de l'évolution qui conduira à la suppression de cette charge en 1871. L'article premier de la constitution de 1849, qui précise que la franc-maçonnerie a pour base l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme, n'a pas l'heur non plus de plaire à des hommes qui évoluent vers un rationalisme agnostique. En 1865, la proposition sera faite par Massol de remplacer la croyance en Dieu par l'idée de l'inviolabilité de la personne humaine. Sans doute cette proposition sera-t-elle repoussée, mais les discussions qu'elle soulève prouvent qu'un certain nombre de francs-maçons partagent les convictions de Massol et qu'ils sont prêts à continuer la lutte dans laquelle ils triompheront en 1877. C'est ce qui permet à Gaston Martin, l'historien de la franc-maçonnerie, d'affirmer qu' « une même volonté démocratique et rationaliste anime avant la chute de l'Empire la majorité des Maçons français »[1]. La franc-maçonnerie paraît donc prête à collaborer à l'établissement de la république.

Derrière cette bourgeoisie républicaine, se dressent enfin les chefs d'un mouvement ouvrier dont la puissance ne cesse de croître, ce qui ne doit pas être une des moindres désillusions de l'Empereur. Napoléon, en effet, qui fut l'auteur de cette célèbre brochure sur l'extinction du paupérisme, avait caressé l'espoir de faire oublier à ses sujets la liberté perdue en leur apportant la prospérité.

---

les fondateurs de notre rite, écrira celui-ci, nous étions à peu près garantis contre l'action alors si redoutable de la police, et le monde extérieur n'avait aucun accès dans nos lieux d'asile. Aussi était-ce là que nous nous réunissions, nous autres républicains de la veille, et que, dans les intervalles de repos des Tenues, nous nous concertions dans le parvis pour exercer une action commune le lendemain. »

[2] Gaston MARTIN, *Manuel d'histoire de la Franc-maçonnerie française*, Paris 1929, p. 208.

Les résultats semblent avoir répondu, partiellement tout au moins, à ses vœux. La France du Second Empire est prise d'une véritable fièvre des affaires. Sa structure économique se transforme profondément. L'extension considérable du réseau des voies ferrées, l'expansion du crédit s'accompagnent d'une intensification des échanges commerciaux et d'une accélération rapide de la production industrielle. Mais le prodigieux accroissement de richesses qui résulte de cet essor de toutes les activités économiques — essor qui d'ailleurs est dû beaucoup moins aux vertus du régime qu'au développement naturel de la révolution industrielle — n'apporte pas d'amélioration véritable à la condition de l'ouvrier, car la hausse des salaires est loin de compenser la hausse générale des prix.

L'ouvrier mène en 1860, et les témoignages abondent dans ce sens, une vie qui est encore médiocre, pour ne pas dire misérable[1]. Mais ce qui est plus important encore, c'est qu'il s'en rend compte et qu'il envisage plus clairement qu'auparavant les moyens d'améliorer son sort. L'étalage de la richesse contribue à lui rendre d'autant plus sensible l'inégalité de sa répartition et plus impérieuse la nécessité d'une réforme de la société, tandis que naît en lui, au contact de foules d'hommes dont la condition est semblable à la sienne, le sentiment de la solidarité ouvrière et de la force que donne cette solidarité.

En vain les chefs de la France impériale cherchent-ils à capter les masses ouvrières à leur profit. Quelques ouvriers se laissent aller à accepter la protection qu'on leur offre, mais la grande majorité, attachée à la liberté, conserve une méfiance extrême à l'égard d'un régime qui prétend, pensent-ils, les mettre sous tutelle. « Il n'y a qu'un seul moyen, affirme en 1861 l'ouvrier bronzier Tolain, c'est de nous dire : Vous êtes libres, organisez-vous, faites vos affaires vous-mêmes, nous n'y mettrons pas d'entraves. »[2]

---

[1] Voir à ce propos Edouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, Paris 1936, t. I, pp. 259-262, et Paul Louis, *Histoire de la classe ouvrière en France*, Paris 1927, pp. 105 ss.

[2] Cité par Dolléans, *op. cit.*, t. I, p. 278.

Cependant, si les ouvriers se rangent dans le camp des adversaires de l'Empire, cela ne signifie pas qu'ils soient disposés à se laisser conduire comme auparavant par la bourgeoisie. Ils se souviennent de 1848 et des émeutes de juin. Ils ont compris depuis lors qu'il n'y a pas identité entre leur idéal et l'idéal bourgeois. Aussi s'opposent-ils à l'absorption des forces ouvrières par le parti républicain. Dès les élections de 1863 apparaissent des candidatures ouvrières dont la signification politique sera de « fortifier en la complétant l'action de l'opposition libérale » [1]. Ainsi s'affirme, au sein du monde ouvrier, l'existence d'une conscience de classe dont la fondation de l'Internationale est, avec le manifeste des Soixante [2], le témoignage le plus significatif.

Dès lors le mouvement ouvrier ne cesse de progresser. Les concessions mêmes du gouvernement, telle la suppression de la loi sur les coalitions, pas plus que les interventions de la police ne parviendront à freiner son développement. L'Internationale, qui en 1866 compte 500 membres, en a 2000 en 1868 et 245.000 en 1870. Le mouvement d'ailleurs, en même temps qu'il gagne un nombre croissant d'adhérents, se radicalise : le mutuellisme perd de son influence au profit des thèses collectivistes qui l'emportent, à Bâle, au congrès de 1869. Radicalisation dans la doctrine, mais aussi dans la méthode. Les grèves se multiplient, témoignant de l'excitation qui règne dans le monde ouvrier. Les chefs de l'Internationale, dont l'idée « se répand comme une traînée de poudre », ont, au printemps 1870, déclaré ouvertement la guerre à l'Empire. « L'Internationale, écrit alors l'un d'eux, a subi les lois de la nécessité ; elle s'est tue jusqu'au jour où elle a pu dire : Nous ne voulons pas de l'Empire... Nous devons nous occuper de politique, puisque le Travail est soumis à la Politique.

---

[1] Telle sera la formule qu'emploiera le manifeste des Soixante, cf. note 2.

[2] Ce manifeste a été publié le 17 février 1864 par l'*Opinion nationale* fondée en 1860 par un saint-simonien, Adolphe Guéroult, avec l'appui du prince Napoléon. Ch. Seignobos en a donné les passages principaux dans le tome VII de l'*Histoire de France contemporaine* d'Ernest Lavisse, pp. 38-39.

Il faut dire tout haut, une fois pour toutes, que nous voulons la République sociale avec toutes ses conséquences. »[1]

* * *

Telle nous apparaît la France de 1870 ou, tout au moins, la France politique que nous nous proposions de présenter ici.

L'Empire, avons-nous vu, donne en ces premiers mois de l'année l'impression de la santé. Et pourtant il est condamné. C'est que l'homme qui avait prétendu assumer à lui seul la direction des affaires n'a plus l'énergie nécessaire au maintien d'un régime qui, créé par la force, ne peut durer que par elle. La maladie le mine. Son prestige est atteint. Les concessions mêmes qu'il fait à l'esprit libéral, loin de désarmer ses adversaires, ne sont pour eux qu'autant de victoires qui les rapprochent de leur objectif final : le renversement du régime. Lentement, par l'affaiblissement de la volonté gouvernementale, se désagrège le complexe d'intérêts sur lequel s'appuyait la dictature napoléonienne.

L'Empire est condamné. Par quoi donc le remplacera-t-on ? Au moment où nous posons cette question, nous comprenons mieux encore que, dans les discussions qui s'élèvent au sujet du régime impérial, l'Empire n'est pas seul en cause, mais bien plutôt un ordre politique et social, car l'aventure napoléonienne n'est après tout qu'un épisode dans la lutte passionnée qui, à travers le XIXe siècle, oppose, pour la possession de la France, deux grands partis. L'un d'eux, où se retrouvent les partisans de l'Ancien Régime, n'imagine pas la France sans un roi — qu'il descende de Charles X ou de Louis-Philippe — protecteur naturel de ces hiérarchies sociales que la vie et les traditions forment à l'intérieur de toute société. Il ne conçoit de gouvernement que revêtu de l'autorité qui lui permettra de faire respecter dans le pays l'ordre sans lequel il n'est point de liberté, et appuyé sur l'Eglise, interprète sur cette terre des volontés divines auxquelles tout être doit se soumettre. A ces

---

[1] Dolléans, *op. cit.*, p. 350.

partisans de l'Ancien Régime est venu et viendra encore se joindre cette fraction de la bourgeoisie que la révolution industrielle a rendue conservatrice d'un ordre social dont elle profite.

Dans l'autre camp se rangent les Français aux yeux desquels il n'est pas de salut pour leur pays hors du régime républicain dans lequel le gouvernement est vraiment entre les mains du peuple et qui seul est capable de libérer tous les citoyens de la tutelle que prétendent exercer sur eux l'Etat, la noblesse ou l'Eglise et de leur permettre d'accéder progressivement à l'égalité politique et sociale.

Lequel l'emportera de ces deux partis dont on voit, en ce printemps de 1870, les chefs, les troupes et les Eglises se préparer pour une nouvelle bataille ? Certes, si l'on considère le rapport des forces, tel qu'il apparaît à la fin du Second Empire et tel que l'exprime le plébiscite, dans lequel les conservateurs se sont coalisés non pas pour sauver le régime mais pour empêcher la révolution qu'entraînerait sa chute, il semble peu probable que les républicains parviennent jamais à l'emporter. Noblesse, haute bourgeoisie et clergé ne détiennent-ils pas la puissance que donnent l'argent, la possession du pouvoir et le gouvernement des âmes ?

Et pourtant Henri V ne succédera pas à Napoléon, mais bien la Troisième République.

Comment expliquer un tel renversement de la situation ? Faut-il l'attribuer à l'attitude hésitante des royalistes ? au refus du comte de Chambord d'accepter le drapeau tricolore ? L'explication, on le sent, est insuffisante. Quelle que soit la grandeur du rôle que jouent dans le destin des peuples les hommes qui font l'histoire, leurs gestes, qu'on prétend décisifs, n'ont pour la plupart qu'une importance secondaire. Tandis que le Parlement retentit des discours passionnés des défenseurs du régime monarchique et de « l'ordre moral », il s'accomplit dans le pays des transformations dont chacune, prise isolément, n'a de conséquence qu'en un cercle restreint et n'est par là même qu'imperceptible, mais qui, considérées dans leur ensemble, n'en

finissent pas moins par bouleverser l'équilibre social et le rapport des forces politiques.

Lentement, en effet, la révolution industrielle continue d'agir sur la structure économique du pays et de modifier l'organisation de la société, amenant dans les villes de continuels renforts pour le parti républicain, affaiblissant les campagnes sur lesquelles s'appuient leurs adversaires. Et la campagne de son côté évolue. La guerre la détachera de l'Empire. Le gouvernement de Thiers la réconciliera avec une république capable de maintenir l'ordre. Peu à peu, l'idéal démocratique, porté par ses prédicateurs républicains qui, comme ils l'avaient fait en 1849, sont repartis en 1870 à la conquête de la campagne, pénètre à son tour le monde paysan, prouvant combien puissante est l'attraction qu'exercent sur le Français individualiste les principes de sa Révolution.

Ainsi s'explique le triomphe du parti républicain. Il est dans le dynamisme que lui confèrent les deux révolutions par lesquelles il est en quelque sorte porté, la révolution industrielle qui lui apporte ses troupes et la Révolution française où il puise sa religion. Et c'est bien dans la conjonction de ces deux révolutions, celle des idées et celle de l'économie, qu'il faut chercher l'explication de l'évolution de la France et du monde contemporain.

Jacques FREYMOND.